

4

ENTRETIEN



ARNAULD DUBOIS,

PDG de Dhimyotis

« DHIMYOTIS S'OUVRE UN MARCHÉ INTERNATIONAL AVEC UNE VRAIE RUPTURE TECHNOLOGIQUE »

L'Etat français devenant son plus gros client et la réglementation européenne lui ouvrant des perspectives considérable, la société Dhimyotis, basée à Villeneuve d'Ascq depuis 2005 entre dans une nouvelle ère de son développement. Spécialisée dans la sécurisation de documents électroniques, elle s'apprête à franchir une nouvelle étape importante en lançant, dès septembre 2016, une solution unique au monde de cryptage des données transitant sur smartphone. Pour accompagner ce développement, une levée de fonds record devrait être lancée d'ici la fin de l'année.

Arnaud Dubois son président explique à Autrement Dit cette nouvelle étape déterminante pour sa société.

Vous avez annoncé être en préparation d'une levée de fonds importante ?

Aujourd'hui, la société est 100% privée. Nous nous apprêtons à passer à un autre niveau. Lever des fonds en France, c'est compliqué. Il existe peu d'experts dans un domaine comme le nôtre. Culturellement, les fonds regardent plutôt les comptes. Peu de fonds regardent l'avenir avec une mentalité « produits ». Pour l'instant, nous discutons à la fois avec un fonds privé national et un industriel.

A quel horizon souhaitez-vous procéder à cette levée de fonds ?

Dès que nous aurons trouvé la bonne solution et/ou personne, nous nous la mettrons en place. Le dossier est prêt. Pour l'instant, nous avons un tour de table de confiance. Nous ne voulons pas

faire rentrer le loup dans la bergerie ! La période qui s'annonce va être très importante : c'est l'arrivée d'un tiers avec qui nous allons devoir construire. Nous ne pouvons pas nous planter, c'est trop important ! Et aujourd'hui, nous sommes en capacité de dire non !

Vous resteriez majoritaires pour garder le contrôle de la société ? Quelle prise de participation est envisagée ?

Jusqu'à aujourd'hui, 7M€ ont été investis chez Dhimyotis. A peu près 5M€ l'ont été en fonds propres, complétés par du Crédit Impôt Recherche et des aides de la BPI (Banque Publique d'Investissements). Nous pourrions, avec mon associé, (Yannick Leplard, co-fondateur de l'entreprise, ndlr), garder le contrôle en optant pour une holding. Cette question reste ouverte.

Tout va dépendre de nos interlocuteurs. De toute façon, le contrôle ne veut plus rien dire aujourd'hui. Des boîtes comme la nôtre ont besoin de moyens financiers importants et, à terme, on le perdra. Tout va dépendre du pacte d'associés qui sera mis en place. La personne que l'on va faire rentrer va avoir un rôle significatif dans notre dispositif.

Quel est le montant recherché ?

Nous avons le projet de lever 5M€ en 2016. Le dossier est prêt et pensé pour cette année. Jusqu'alors nous n'avions procédé qu'à des petites rallonges, à des « bridges ». Des solutions de trésorerie, alors que là, nous sommes en plein dans la stratégie.



Comment l'organisation de l'entreprise va t-elle être impactée ?

La société compte désormais cinq métiers. Nous avons déjà fait de l'activité « Ma Preuve » une filiale à 100% de l'entreprise. «Ma Preuve » a démarré avec des clients physiques mais aujourd'hui, un client sur deux est une entreprise. Arc International l'utilise notamment pour protéger ses créations. 30% de notre Chiffre d'Affaires provient des avocats qui conseillent à leur tour à leurs clients industriels d'adopter cette solution ! Nous allons donc continuer en ce sens et créer des « business units » propres à chaque activité. D'un côté, nous sécurisons les sites internet, de l'autre, nous sécurisons les échanges électroniques et les mails, les documents. Ce sont déjà trois métiers différents. A chaque fois, l'approche marketing n'est pas la même. Notre cinquième métier, « CrypTonID » va encore changer la donne. La technologie, protégée par un brevet, européen pour l'instant, permettra de recevoir des informations confidentielles cryptées sur son smartphone. Nous embaucherons un directeur par activité. Les directions financières et marketing, resteront, elles, communes à toute l'entreprise.

« La période qui s'annonce va être très importante : c'est l'arrivée d'un tiers avec qui nous allons devoir construire. Nous ne pouvons pas nous planter, c'est trop important ! »

Et côté Ressources Humaines ?

Aujourd'hui, Dhimyotis compte 20 salariés, et demain, on va passer à 60. Depuis nos débuts, nos métiers reposent sur nos technologies. Nous ne sommes pas une start-up qui s'est créée dans un garage sur une idée ! Ici, pendant six ans, nous n'avons fait que de la recherche. Nous ne pouvons pas faire ce métier là sans disposer d'une vraie infrastructure sécurisée. Les 10 000 clients avec qui nous avons signé depuis trois ans nous contactaient directement. Avec l'arrivée de ces nouvelles normes, nous allons de fait créer une cellule marketing et commerciale et commencer à être offensifs. Jusqu'à maintenant, nous ne le faisons pas ! On gérait les appels entrants, c'est tout. Dhimyotis va passer de boîte technique à boîte commerciale.

Comment « CrypTonID » a-t-elle été conçue ?

Nous avons travaillé avec des mathématiciens français pour un lancement à la rentrée. La technologie a été développée par les Professeurs **Gilles Dequen** du laboratoire MIS de l'Université Picardie Jules Verne et **Mickaël Krajecki** du laboratoire CRESTIC de l'Université de Reims

Champagne-Ardenne ainsi que **Florian Legendre**, ingénieur maturation de la SATT Nord. Eux ont le brevet, nous avons la licence mondiale exclusive pour l'exploiter. « CrypTonID » va permettre aux informations de transiter via smartphone, sans crainte d'être récupérées. C'est une véritable rupture technologique, et elle est mondiale. Avant, une information pouvait être transformée en empreinte numérique par une suite de 0 et de 1. On ne pouvait pas revenir dans l'autre sens. Eux y sont parvenus.

« La société compte désormais cinq métiers. et créer des « business units » propres à chaque activité. D'un côté, nous sécurisons les sites internet, de l'autre, nous sécurisons les échanges électroniques et les mails, les documents. Ce sont des métiers différents »

La nouvelle réglementation européenne, entrée en vigueur au 1er juillet, joue également en votre faveur !

C'est tout ce que sont nos métiers, puisqu'elle tourne autour de l'identification des personnes et sur la confiance numérique. Nous sommes passés de la direction préconisée par l'Europe à la règle qui s'impose. Nous sommes déjà en conformité avec les règlements eIDAS.

En 2015, vous aviez officialisé un contrat avec l'Élysée pour assurer sa sécurité. Ce contrat a été renouvelé ?

L'État français devient notre plus gros client. Nous avons sécurisé tous les grands sites internet de l'État. Nous en sommes à plus de 500 aujourd'hui. Pour protéger un site internet en « https », on va vérifier que la personne morale existe bien. Que le nom de domaine lui appartient bien, que la personne qui fait la demande est bien habilitée pour le faire... L'Europe nous a habilité à vérifier toutes ces informations. En résidant en France, l'avenir de cette activité va devenir majeure pour nous. Et nous venons de signer un autre contrat très important que nous annoncerons en septembre. Il est difficile d'en parler pour l'instant : c'est un des plus gros contrats publics de France, pour la certification de documents. Dans les mairies et préfectures, on ne sait plus vérifier si un document, type justificatif de domicile, est authentique. Notre outil va permettre aux fonctionnaires de vérifier qu'il l'est.

Comment a évolué le Chiffre d'Affaires de Dhimyotis ?

Nous ne communiquons pas sur notre Chiffre d'Affaires, néanmoins, nous

sommes en progression. On pourrait faire beaucoup plus. Sans rien faire, nous progressons de 20% ! Le seul problème, c'est que nous ne savons pas aujourd'hui gérer le business parce que nous ne sommes pas organisés pour ça. Résultat : nous avons dû mettre des marchés de côté.

Par exemple ?

Avec ce que nous avons sous le coude, nous pouvons faire plein de choses. A Villeneuve d'Ascq, nous avons inventé des briques technologiques. Cinq produits sont industrialisés, nous sommes prêts à les pousser sur le marché. Mais demain, nous pourrions avoir dix projets ! Avec les briques technologiques que nous avons développé, nous pouvons faire plein d'autres choses. Nous avons été contacté dans le domaine de la santé pour mettre en place des codes sécurisés, pour vérifier qu'un médicament ou une ordonnance est authentique, par exemple. Ce marché là est considérable.

Ce tournant stratégique vous permet de repousser les limites géographiques de vos actions commerciales ?

Aujourd'hui, nous étions surtout présents sur le marché français. Avec la mise en application de cette nouvelle législation européenne, 50% de nos métiers vont devenir européens. Et peuvent, potentiellement, devenir mondiales, comme le sera demain « CrypTonID ».

Cela remet-il en cause votre ancrage régional ?

Le noyau dur est du Nord, nos datacenters sont dans le Nord... Nous ne pouvons pas déplacer nos équipes comme ça, et si nous devions le faire, cela prendrait au moins deux ans... ce n'est pas notre priorité.

« Nous ne sommes pas une start-up qui s'est créée dans un garage sur une idée ! Ici, pendant six ans, nous n'avons fait que de la recherche. »

Vous allez vite être à l'étroit dans vos locaux (situés sur le Parc d'activités de La Plaine, à Villeneuve d'Ascq, ndr) ?

Nous avons prévu de déménager l'année prochaine... tout en restant à Villeneuve d'Ascq. Nous envisageons un projet de construction sur la Haute-Borne, même si nous n'avons pas encore ouvert le dossier. C'est une question de bon sens !

Propos recueillis par
Jonathan Blanchet